



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand-Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**26 JUIN 2025**

portant déconsignation de la somme de quatre-vingt-six mille quatre-cent quatre-vingt-seize euros  
correspondant au montant des garanties financières constituées  
conformément au b du I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement  
par la société SCHROLL SAS située 6 rue de Cherbourg à Strasbourg  
(AIOT n°0006700554)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;
- VU les articles L. 518-2 alinéa 2, L. 518-17 et suivants du code monétaire et financier ;
- VU le décret n° 2024-742 du 06 juillet 2024, portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;
- VU l'arrêté du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2010, autorisant la société SCHROLL à exploiter un centre de tri et de transit de déchets industriels banals et une déchetterie à Strasbourg-Port du Rhin – 6 rue de Cherbourg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014, fixant des prescriptions complémentaires à la société SCHROLL à Strasbourg, concernant les garanties financières au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU les éléments transmis par la caisse des dépôts en date du 21 novembre 2024, attestant de la constitution de garanties financières par la société SCHROLL, somme versée sur la consignation n°2249576-67 pour un montant de 86 496 € ;

CONSIDÉRANT la demande du 13 décembre 2024, de la société SCHROLL, sollicitant la déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la caisse des dépôts et consignations ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général Adjoint

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Contexte

L'article 64 du décret n° 2024-742 du 06 juillet 2024 abroge l'obligation de constituer des garanties financières dites du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 31 juillet 2012, à la demande de la société SCHROLL, la somme constituée sous la forme de garanties financières relevant du 5° de l'article R. 516-1 et ses éventuels intérêts produits sont déconsignés par le service des consignations ou le pôle de gestion des consignations territorialement compétent.

### Article 2 : Montant de la déconsignation

Il est ordonné la déconsignation de la somme de quatre-vingt-six mille quatre cent-quatre-vingt-seize euros (86 496 €), augmentée des éventuels intérêts de consignation produits.

La caisse des dépôts et consignations déconsigne, au moyen d'un virement, ladite somme à la société SCHROLL, sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

### Article 3 : Publicités et notification

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Strasbourg et peut y être consultée.

Cet arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture du Bas-Rhin, ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 5 : Modalités d'exécution

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
  - M. le directeur régional des finances publiques (DRFIP) du Grand-Est ;
  - Mme le maire de Strasbourg ;
  - M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ;
- chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Une copie du présent arrêté sera notifiée à la société SCHROLL, sous pli recommandé avec avis de réception.

Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général Adjoint

  
Karl TERROLLION